

Liban : Les conséquences de la crise syrienne. La vie associative et syndicale

dimanche 22 mai 2016, par [DOT-POUILLARD Nicolas](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2016).

Entretien. Nicolas Dot-Pouillard est chercheur principal au sein du programme européen Wafaw (When Authoritarianism fails in the Arab World, European Research Council). Pour nous, il revient sur la situation du Liban.

Alain Pojolat - Quelles sont les implications de la crise syrienne sur le Liban ?

Nicolas Dot-Pouillard - Il y a aujourd'hui plus de 1,5 million de réfugiés syriens au Liban, pour une population libanaise de 4,5 millions de personnes. Un chiffre qui croît depuis 2012. Le Liban fait face à une crise humanitaire, et à une crise politique. Officiellement, le gouvernement de Tammam Salam est partisan de la « dissociation » : le Liban ne devrait prendre parti ni pour le régime ni pour l'opposition syrienne, se contentant d'un rôle humanitaire. Concrètement, c'est la participation du Hezbollah aux combats en Syrie, auprès de l'armée de Bachar el-Assad, qui divise les Libanais. Le Hezbollah, sa base communautaire, chiite, ainsi que ses alliés chrétiens, estiment que la présence du Hezbollah en Syrie permet de sécuriser les frontières contre l'afflux de combattants djihadistes au Liban. Les adversaires du Hezbollah, traditionnellement hostiles au régime syrien, exigent que le Hezbollah se retire de Syrie, lui reprochant son alliance avec l'Iran.

Cette division du pays autour de la présence militaire du Hezbollah en Syrie s'ajoute à une situation très précaire sur les plans institutionnel, communautaires et économique : le pays est sans président depuis mai 2014. Les tensions communautaires, notamment entre sunnites et chiites libanais, sont le reflet de la polarisation régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La dette extérieure est supérieure à 36,4 milliards de dollars, faisant du Liban un pays sous dépendance, tandis que plus d'un million de Libanais vivent sous le seuil de pauvreté.

Le conflit avec Israël a-t-il été relégué à l'arrière-plan ?

Les tensions entre le Hezbollah et Israël sont continues. Le conflit syrien a donné une nouvelle dimension au conflit entre Israël et le Hezbollah : les affrontements se sont étendus, depuis 2012, au plateau syrien du Golan, où le Hezbollah est maintenant militairement présent. Il y a des pics réguliers de tension : Israël a mené plusieurs opérations contre des convois militaires du Hezbollah en Syrie, ou visé certains de ses dirigeants, comme Samir Qatar, tué dans un bombardement à Damas en décembre 2015.

Et les réfugiés palestiniens ?

Les camps sont soumis à une insécurité chronique, notamment en raison des combats entre le Fatah et des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda ou à Daech, comme à Ayn al-Helweh qui regroupe près de 75 000 réfugiés palestiniens au Liban. Ensuite, les camps souffrent aujourd'hui d'une réduction

drastique des crédits de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens au Liban. Et cela dans un contexte où les effets de la crise syrienne pèsent sur les camps : plus de 40 000 réfugiés palestiniens de Syrie se sont installés dans les camps de réfugiés du Liban. Il y a donc, depuis plus d'un an, des mobilisations et manifestations régulières de réfugiés palestiniens dans les camps pour protester contre la baisse des crédits de l'UNRWA. Des jeunes Palestiniens, enfin, s'engouffrent dans les vagues migratoires à destination de l'Europe : certains d'entre eux sont morts en mer, aux côtés de Syriens, et parfois de Libanais.

Y-a-t-il néanmoins des mouvements sociaux au Liban ?

Le Liban n'est pas un désert politique. La vie associative et syndicale y est très forte. Les conflits sociaux sont nombreux. Le Liban reste marqué par les manifestations de l'été 2015 contre la « crise des ordures ». Au mois de juillet 2015, la centrale de traitement des déchets de Naameh ferme : les ordures s'accumulent dans le pays. C'est un désastre écologique, qui révèle l'incapacité de l'État libanais à assurer une simple mission de service public. Des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu dans le pays et la capitale, Beyrouth. Des collectifs comme « Vous puez » ou « Nous voulons des comptes » se sont mis en place. Les revendications ont débordé vers le politique et le social : d'une crise écologique, les manifestants s'en sont progressivement pris au « régime confessionnel » et aux grands partis dirigeants, qu'ils soient sunnites, chiites ou chrétiens. Ils ont mis en cause l'absence d'un système de sécurité sociale au Liban, la cherté de la vie, l'inflation, les coupures récurrentes d'électricité, le manque d'accès à l'eau courante, ou potable, dans certaines régions.

Le mouvement social contre la crise des ordures a été précédé en 2013 et 2014 par une grande vague de mobilisations interconfessionnelles pour la hausse des salaires des fonctionnaires : le Comité de coordination syndicale (CCS), la Ligue des professeurs et la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban (FENASOL) demandaient alors une hausse de 125 % des salaires du public - un chiffre correspondant à l'inflation depuis 1996, date à laquelle les salaires du public ont été « bloqués ».

Les mouvements pour les droits des femmes ou pour le droit au mariage civil se sont imposés dans l'espace public. Enfin, les travailleurs et travailleuses « migrants » (éthiopiens, pakistanais, sri-lankais, etc.), sans droit sociaux, très précarisés, se sont organisés ces dernières années. Ils disposent désormais d'un syndicat, qui n'est pas encore reconnu par l'État, mais qui travaille avec la FENASOL.

Est-ce qu'il y a encore une gauche libanaise ?

Le Parti communiste libanais demeure une des premières organisations à gauche. Il a rajeuni sa direction lors de son onzième congrès d'avril 2016. Il a un nouveau secrétaire général, Hannah Gharib, populaire au Liban : il était le porte-parole du mouvement de grève de 2013 et 2014 et du Comité de coordination syndicale. Le PCL est présent aux élections municipales, et confirme son implantation historique dans des zones rurales de l'est et du sud du Liban. Son organisation de jeunesse, l'Union des jeunes démocratiques libanaises (UJDL), a été très active dans le mouvement social de 2015.

Néanmoins, la gauche libanaise, puissante dans les années 1970, pilier du Mouvement national libanais (MNL), proche des Palestiniens, est sortie exsangue de la guerre civile. Elle est divisée sur de nombreux sujets, dont la crise syrienne. Le Forum socialiste libanais - actif dans certaines luttes comme le soutien aux droits des migrants, aux réfugiés syriens ou sur les droits des femmes - est très hostile à la participation du Hezbollah aux combats en Syrie. Une position inverse à celle du PCL, pour qui le principal danger vient de l'hégémonie saoudienne dans la région. En dépit de ces

divisions, des revues indépendantes comme *Bidayat* (Commencements) tentent de renouveler le socle intellectuel de la gauche libanaise.

Qu'en est-il alors des élections municipales qui se tiennent tout au long du mois de mai ?

D'abord, ce sont les premières élections municipales depuis 2010, dans un contexte où le Parlement n'a pas été renouvelé depuis 2009. Des listes issues de la « société civile », dans la continuité du mouvement de l'été 2015, se sont mises en place : Beyrouth Medinati (Beyrouth est ma ville), ou Muwatinoun (Citoyennes et citoyens dans un État), qui est plus marqué à gauche. Le taux de participation est bas, mais ces listes ont d'ores et déjà fait leur effet, avec de bons scores, notamment à Beyrouth : elles contestent les grandes forces politiques communautaires, et avancent des thématiques écologiques et sociales. C'est un phénomène inédit.

Propos recueillis par Alain Pojolat

P.-S.

* « État espagnol : Vers Unidos podemos ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 337 (19/05/2016) : <https://npa2009.org/idees/international/le-liban-nest-pas-un-desert-politique>